

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRAGRANCE PRODUCTION

Rue Edmond Poillot
BP 855
28000 Chartres

Références : IC250393
Code AIOT : 0010004135

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement FRAGRANCE PRODUCTION implanté Rue Edmond Poillot - BP 855 28000 Chartres. L'inspection a été annoncée le 13/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRAGRANCE PRODUCTION
- Rue Edmond Poillot - BP 855 28000 Chartres
- Code AIOT : 0010004135
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Fragrance Production appartient au groupe américain COTY et a pour activité principale la production d'eau de toilette.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etude de la situation administrative - Modification(s) des installations	Arrêté Préfectoral du 15/11/1993, article 1.1.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	Système d'extinction automatique d'incendie - NC1* de la VI du 10/07/2020	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II article 13	Demande d'action corrective	60 jours
3	Installations électriques - NC2* de la VI du 10/07/2020	Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.6.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	Fosse de rétention - NC3 de la VI du 10/07/2020	Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Portes coupe-feu - D2 de la VI du 10/07/2020	Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 2.5.22 c)	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Vérification et contrôle des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
12	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.3.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Bassin de confinement des eaux incendie - NC4 de la VI du 10/07/2020	Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 2.5.8.	Sans objet
6	Rejets eaux résiduaires - D1 de la VI du 10/07/2020	Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.2.6.	Sans objet
9	Etat des stocks de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.I	Sans objet
10	Conformité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.2.11.	Sans objet
11	Eaux hydrocarburées	Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 2.2.9.	Sans objet
13	GEREP - Délais de déclaration	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
14	Plan d'Opération Interne (POI)	Code de l'environnement du 14/05/2025, article L.515-41	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude de la situation administrative - Modification(s) des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/1993, article 1.1.1.
Thème(s) : Situation administrative, Etude de la situation administrative - Modification(s) des installations
Prescription contrôlée : Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. Tout projet de modifications à apporter à ces installations doit être avant réalisation porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : <u>Par courriel du 13/02/2025</u> , l'exploitant a transmis la mise à jour de la situation administrative ICPE de son site. Cette mise à jour fait suite à l'arrêt et au démantèlement des chaudières à gaz du site

: les 2 chaudières de 750 kW, dont la puissance totale des installations de combustion représentait 1,5 MW.

La mise à jour des rubriques est la suivante :

- rubrique 1510-2-b - entrepôt : 69 000 m³ (magasin principal de 51 000 m³ ; magasin SNAPPON de 18 000 m³), soumise à enregistrement.

- rubrique 4331-2 - liquides inflammables de catégorie 2 ou de catégorie 3 : 358,4 tonnes (alcool éthylique - stockage enterré de 40 m³ - soit environ 32 tonnes ; alcool éthylique - deux ateliers de fabrication contenant au total 408 m³ de liquides inflammables - soit environ 326,4 tonnes), soumise à enregistrement.

- rubrique 2910-A.2 - combustion : démantèlement des 2 chaudières, non classé.

- rubrique 2925 - accumulateur : 48,4 kW (4 unités de 2,71 kW et 6 unités de 6,26 kW), non classé.

- rubrique 1185-2 - gaz à effet de serre fluorés : quantité cumulée de 9 kg (9 installations frigorifiques ou climatiques chargées en R22, ayant des capacités unitaires inférieures à 2 kg) , non classé.

Visite d'inspection du 13/06/2025 :

Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que l'ancienne chaufferie ne possède plus de chaudière. A leurs anciens emplacements, le sol est entièrement bétonné. Dans l'ancienne chaufferie, il ne reste que la tuyauterie servant au transport de la chaleur issue des compresseurs d'air du site. Cette chaleur est utilisée pour les locaux administratifs.

Depuis 2023, l'exploitant indique que le site est chauffé à 100% par des pompes à chaleur.

A terme, l'exploitant dit avoir le projet d'installer des panneaux photovoltaïques.

Constat : l'exploitant n'a pas fourni au Préfet les justificatifs de démantèlement des chaudières.

Le dossier relatif à la mise à jour de la situation administrative est en cours d'instruction par l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre la demande de mise à jour de la situation administrative ICPE du site au Préfet, et de fournir l'ensemble des justificatifs du démantèlement des 2 chaudières du site (notamment l'attestation d'inertage du réseau gaz).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Système d'extinction automatique d'incendie - NC1* de la VI du 10/07/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique d'incendie

Prescription contrôlée :

Annexe II :

13. Moyens de lutte contre l'incendie

[...]

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

[...]

Constats :

Constat de la précédente inspection du 10/07/2020 :

Le système d'extinction automatique d'incendie comporte des non-conformités par rapport au référentiel APSAD R1.

Visite d'inspection du 13/06/2025 :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant transmet le dernier rapport Q1 de vérification de l'extinction automatique à eau type sprinkler. La vérification date du 26/03/2025 et a été réalisée par la société UXELLO.

Le dernier entretien triennal date du 29/05/2023.

La conclusion générale indique que :

- la révision trentenaire n'a pas été finalisée (révision datant de 2012) :
- révision trentenaire non finalisée : absence de justificatifs de la réalisation des travaux programmés pour l'achèvement de la révision trentenaire du 29/09/2022,
- butées impactées au niveau des racks de stockage - espace longitudinal du magasin de stockage,
- des points de non-conformité sans risque de mise en échec sont notifiés :
- des observations et/ou améliorations sont proposées :
- dans le local source : faire remplacer les manomètres 0-16 bars et -1,5/+1,5 bars : devis en attente,
- dans le bâtiment magasin : protection sprinkler à prévoir au-dessus du bureau entre la laverie et le sas (entre le magasin et l'espace de conditionnement) : travaux en cours.

Constat : Le système d'extinction automatique d'incendie comporte encore des non-conformités par rapport au référentiel APSAD R1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Installations électriques - NC2* de la VI du 10/07/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.6.7.

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : <u>Constat de la précédente inspection du 10/07/2020 :</u> Les installations électriques ne sont pas entretenues en bon état, celles-ci peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion. <u>Visite d'inspection du 13/06/2025 :</u> L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le dernier rapport de vérification Q18 des installations électriques. La vérification partielle a été réalisée du 24/10/2024 au 20/12/2024 par la société Apave. Après avoir répondu aux non-conformités et anomalies suivantes, le rapport conclut que l'installation électrique "ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion" : - le local "poste HT" 1 n'est pas correctement entretenu : il a été remplacé le 09/06/2025 ; - l'armoire 1L1 (couloir côté escalier - couloir) présente des traces d'échauffement : remplacement réalisé ; - l'armoire électrique 1C1 (local matière premières) est à nettoyer : nettoyage réalisé ; - le coffret SOLLAS (zone conditionnement 3 - ligne 5) est à nettoyer : nettoyage réalisé ; - le coffret PKB 713 (zone conditionnement 3 - ligne 5) est à nettoyer : nettoyage réalisé ; - le coffret easy 5 : absence de protection de surcharges sur le(s) circuit(s) : en cours par l'exploitant ; - le poste de transformation n°2 : pouvoir de coupure trop faible des 9 disjoncteurs iC60N : les disjoncteurs ont été supprimés ; - les circuits terminaux du sèche-linge de l'"ancien local de charge" présentent une entrée de câble défectueuse : modification réalisée. Lors de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que les travaux de remplacement du TGBT sont en cours. <u>Constat :</u> le TGBT est en cours de remplacement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le rapport de conformité du TGBT.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Fosse de rétention - NC3 de la VI du 10/07/2020
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Fosse de rétention

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels.</p> <p>En particulier, à tout stockage de liquides inflammables, dangereux ou toxiques, et d'une manière générale à tout stockage ou dépôt de liquides susceptibles de provoquer une pollution de l'eau ou du sol sera associée à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la précédente inspection du 10/07/2020 :</u></p> <p>L'exploitant informe le service d'inspection que les 3 cuves enterrées d'éthanol sont localisées sous l'aire de dépotage et placés sur une rétention en béton de 19 000 litres.</p> <p>La fosse de rétention sous les cuves d'éthanol dispose d'un volume insuffisant (19 000 litres au lieu des 20 000 litres requis).</p> <p><u>Visite d'inspection du 13/06/2025 :</u></p> <p>L'exploitant déclare que les 3 cuves enterrées d'éthanol (2 cuves de 15 m³ et une cuve de 10 m³) comporte une double peau et sont surveillées par l'exploitant. Il indique que la fosse de rétention présente au niveau de la zone de dépotage a une capacité de 19 m³ pour un maximum nécessaire de 15 m³.</p> <p>Constat : La fosse de rétention sous les cuves d'éthanol dispose d'un volume insuffisant (19 000 litres au lieu des 20 000 litres requis et non 15 0000 litres comme avancé par l'exploitant).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier que le volume de la rétention répond aux prescriptions de son arrêté préfectoral, à savoir volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie - NC4 de la VI du 10/07/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 2.5.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée :

<p>[...] Le sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage, produits d'extinction d'un incendie...) puissent être recueillis efficacement dans un bassin de confinement d'un volume minimal de 700 m³.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la précédente inspection du 10/07/2025 :</u> Le bassin de confinement des eaux d'incendie doit être conçu pour recueillir un volume minimal de 700 m³.</p> <p><u>Visite d'inspection du 13/06/2025 :</u> Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que le bassin de confinement des eaux incendie se trouve à côté des quais de chargement. La rétention a une capacité de 404 m³. Cette dernière est reliée aux quais qui sont conçus pour permettre d'accueillir 296 m³ et pour se déverser ensuite dans le bassin.</p> <p>Le site possède une capacité de confinement des eaux d'incendie de 700 m³. L'exploitant transmet à l'inspection la fiche réflexe de "mise en rétention du bassin" qui fait partie du POI du site.</p> <p><u>Constat :</u> pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rejets eaux résiduaires - D1 de la VI du 10/07/2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.2.6.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rejets eaux résiduaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions seront prises dans l'établissement pour éviter, à l'occasion d'une mise en dépression du réseau public d'alimentation en eau, tout phénomène de retour d'eau susceptible de polluer le réseau. Cette protection pourra être réalisée par la mise en place d'un réservoir de coupure d'un bac de disconnection. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Demande de la précédente inspection du 10/07/2020 :</u> Justifier qu'aucun phénomène de retour des eaux susceptibles d'être polluées dans le réseau public d'alimentation en cas de dépression de celui-ci n'est possible malgré la mise à l'arrêt du disconnecteur.</p> <p><u>Visite d'inspection du 13/06/2025 :</u> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que le site possède 3 disconnecteurs : pour l'eau</p>

de ville, pour le réseau incendie et pour l'arrosage automatique du parking (démantelé cette année).

L'exploitant précise à l'inspection que le site ne rejette pas d'eaux industrielles dans le réseau public. La majorité des eaux de process est déminéralisée puis réutilisée sur le site. Les eaux résiduelles restantes sont stockées dans des cuves et récupérées par un prestataire. Elles sont suivies sur Trackdéchets. L'exploitant tient un registre papier de suivi des déchets des eaux de "lavage process H2O".

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Portes coupe-feu - D2 de la VI du 10/07/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 2.5.22 c)

Thème(s) : Risques accidentels, Portes coupe-feu

Prescription contrôlée :

Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement. Ils sont vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

Demande de la précédente inspection du 10/07/2020 :

Justifier de l'état de fonctionnement des portes coupe-feu et de la résolution des non-conformités figurant dans le rapport de l'APAVE du 09/01/2020.

Visite d'inspection du 13/06/2025 :

Lors de la visite, l'exploitant présente le dernier rapport de bon fonctionnement des portes coupe-feu. La vérification a été réalisée par la société Apave le 17/12/2024.

4 observations sont relevées :

- absence de plan d'implantation des matériels présents sur le site,
- la porte coupe-feu n°9 est en cours de réparation,
- la porte coupe-feu n°15 a son rail de butée abîmé et qui frotte,
- le clapet coupe-feu n°1 est à remplacer.

L'exploitant a transmis la composition des installations coupe-feu et le plan associé, et la facture du remplacement de la porte coupe-feu n°9 (commande n°3301461304 auprès de DALKIA, en date du 15/05/2025). La PCF 9 est en cours de changement. Des devis sont en attente pour réparer les PCF 15 et CCF 1.

La société Scutum incendie a réalisé une visite d'entretien le 17/02/2025.

Constat : des non-conformités des installations coupe-feu ne sont pas encore levées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le justificatif de bon fonctionnement de la porte coupe-feu n°9. Il est également attendu les derniers justificatifs des réparations nécessaires à la levée des non-conformités relevées dans le dernier rapport de vérification.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Vérification et contrôle des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et contrôle des moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les appareils à pression, les dispositifs de sécurité, devront faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date et nature des vérifications - personne ou organisme chargé de la vérification - motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un incident, et dans cas nature et cause de l'incident. <p>Ce registre devra être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 13/06/2025 :</u></p> <p>En salle, l'exploitant transmet le compte rendu de vérification du 29/10/2024 réalisé par la société SCUTUM incendie. Une vingtaine d'extincteurs est à remplacer car datant de plus de 10 ans. L'exploitant indique que le devis pour le changement de ces équipements est en cours. L'exploitant présente le dernier rapport de vérification des RIA (Robinetts d'incendie armés) et PI (Poteaux Incendie), réalisé par la société SCUTUM incendie le 29/10/2024. Aucune non-conformité n'est relevée. Le dernier rapport de vérification des mousses incendie date du 10/06/2025 et indique un "bon fonctionnement de l'installation". Il est aussi noté que le système fonctionne toujours mais qu'il est ancien. Le dernier rapport de vérification du SSI date du 05/06/2025 et indique le "bon fonctionnement du SSI sur le matériel vérifié". Le système de désenfumage a été vérifié le 11/03/2025 par la société SCUTUM incendie. Des non-conformités sont relevées concernant les ouvertures insuffisantes et 3 exutoires. La commande et le devis sont passées. L'exploitant précise qu'un mur coupe-feu se trouve entre le bâtiment de conditionnement (au sud) et la zone de transit-magasin de stockage (au nord). La couverture incendie du site est composée de 2 poteaux incendie (au niveau du rond-point proche du parking et à l'arrière de la zone déchets), un système de sprinklage sur tout le site (sauf le bâtiment SNAPPON), des robinets incendie dans l'ensemble du magasin et un système de désenfumage pour le bâtiment SNAPPON. Lors de la visite du bâtiment de stockage SNAPPON, par sondage, l'inspection constate que l'extincteur n°17 a été vérifié en octobre 2024 et que le système de désenfumage a été vérifié en mars 2025. L'exploitant indique que le système de désenfumage a été refait à neuf en 2023 et possède des écrans de cantonnement des fumées, puisque ce bâtiment, plus ancien, ne bénéficie pas de sprinklage. L'inspection constate également la présence de ces écrans au plafond.</p> <p>Constat : des extincteurs de plus de 10 ans sont à remplacer par des équipements sans fluor et les non-conformités relevées sur le système de désenfumage sont à corriger.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir les justificatifs du changement des extincteurs nécessitant un remplacement et les justificatifs de la levée des non-conformités du système de désenfumage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Etat des stocks de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.I
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées prévu au point II.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 13/06/2025 :</u> Lors de la visite, l'exploitant présente l'enregistrement des FDS des matières présentes sur le site sur le site Seirich. Les FDS se trouvent sur le réseau via ce site. L'exploitant possède également une version papier simplifiée et entière de chacune des FDS.</p> <p><u>Constat :</u> pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conformité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.2.11.
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets industriels pourront être admis dans le réseau public de collecte des eaux usées, sous réserve du respect [...]</p> <p>En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] - pH compris entre 6,5 et 8,5 - température inférieure à 50°C - concentrations maximales instantanées : - MES : 400 mg/l - DCO : 1400 mg/l - DBO5 : 500 mg/l - substances extractibles en chloroforme (SEC) : 100 mg/l - concentrations moyennes sur 24 h : - MES : 300 mg/l - DCO : 1000 mg/l

<p>- DBO5 : 400 mg/l</p> <p>- substances extractibles en chloroforme (SEC) : 80 mg/l.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 13/06/2025 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant déclare ne pas rejeter d'eaux industrielles dans le réseau public de collecte des eaux usées. Seuls les rejets aqueux des sanitaires et du restaurant vont dans le réseau public de collecte des eaux usées.</p> <p>Les eaux industrielles sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en majorité, récupérées sur le site et déminéralisées avant d'être réutilisées ; - le reste des eaux est évacué dans des cuves et traité comme déchet dangereux. <p><u>Par courriel du 11/04/2017</u>, l'exploitant a informé l'inspection qu'il n'avait plus de rejets aqueux depuis plusieurs années. Les effluents sont stockés sur site et ensuite traités en tant que déchets dangereux. L'exploitant indique avoir mis à jour sa situation auprès de l'Agence de l'eau.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Eaux hydrocarburées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 2.2.9.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Eaux hydrocarburées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalable.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 13/06/2025 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la date du dernier pompage des eaux hydrocarburées.</p> <p><u>Par courriel du 30/06/2025</u>, l'exploitant transmet le dernier rapport d'intervention sur le séparateur d'hydrocarbures. La maintenance a été réalisée le 07/08/2024 par la société SARP. Les séparateurs du parking du personnel et du parking réception poids lourds ont été pompés, nettoyés et 0,1 t de boues hydrocarbures ont été acheminées et traitées.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le dernier rapport de pompage des eaux du séparateur d'hydrocarbures.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Des mesures de concentration en solvant dans les rejets devront être effectués sur les canalisations de rejet par un organisme qualifié choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées et à la demande de ce dernier. Les frais occasionnés par ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.
Constats : <u>Visite d'inspection du 13/06/2025 :</u> L'exploitant a transmis par courriel du 13/02/2025, la notification du démantèlement des 2 chaudières du site. Depuis, l'exploitant ne réalise plus la surveillance des rejets atmosphériques liés aux chaudières. Constat : l'exploitant n'a pas transmis les derniers rapports de surveillance des rejets atmosphériques liés aux activités de production de parfum du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les derniers rapport de surveillances des rejets atmosphériques du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : GEREP - Délais de déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Situation administrative, GEREP - Délais de déclaration
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. [...]
Constats : <u>Visite d'inspection du 13/06/2025 :</u> L'exploitant indique qu'il n'a pas fait sa déclaration GEREP pour les années 2023 et 2024. Suite à la visite, l'inspection a fourni les codes nécessaire à l'exploitant pour faire la déclaration 2024.

Par courriel du 30/06/2025, l'exploitant informe avoir réalisé la déclaration GERE pour l'année 2024. L'inspection des installations classées constate que cette déclaration a bien été effectuée et rappelle à l'exploitant qu'elle doit être effectuée tous les ans au regard de ses activités.

Constat : pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de prélèvements et/ou rejets d'eau du site ainsi que les justificatifs des rejets atmosphériques du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/05/2025, article L.515-41

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne (POI)

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :

1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;

2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

Le projet de plan est soumis à la consultation du personnel travaillant dans l'établissement au sens du code du travail, y compris le personnel sous-traitant, dans le cadre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail élargi prévu à l'article L. 4523-11 du code du travail.

L'exploitant tient à jour ce plan.

Article 1.6.9. de l'AP du 02/11/1993 :

Un Plan d'Opération Interne d'intervention contre l'incendie (POI) est établi par le responsable de l'établissement, en liaison avec les services publics d'incendie et de secours.

Constats :

Visite d'inspection du 13/06/2025 :

Lors du passage du régime d'autorisation à l'enregistrement, le site a conservé l'établissement d'un POI.

Lors de la visite, l'exploitant indique que la version actuelle du POI date bien de 2021. L'inspection des installations classées avait reçu la mise à jour du POI le 18/02/2021.

L'exploitant indique que le POI est en train d'être mis à jour et qu'il sera actualisé vers septembre 2025.

Constat : pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre dans les meilleurs

délais la version mise à jour du POI.

Type de suites proposées : Sans suite